

« Un conflit dans la tête »

Sartre et Camus appliqués aux néo-campismes

Dans une analyse précédente¹, j'ai essayé de montrer ce que recouvre la notion de « campisme » : une manière caricaturale de penser les rapports internationaux à partir d'un monde découpé en deux camps opposés, où l'on soutient systématiquement celles et ceux qui s'opposent à « l'Occident impérialiste », parfois indépendamment de la nature des régimes, des faits ou des luttes concrètes à l'œuvre. Cette grille de lecture, héritée en grande partie de la guerre froide, simplifie le réel et tend à faire passer la fidélité à un camp avant l'écoute des peuples et des situations singulières.

Mais cette analyse laisse un goût de trop peu. Peut-être parce que le campisme n'est pas forcément ou uniquement une erreur de lecture du monde, mais aussi le marqueur d'un conflit intime, d'une tension intérieure entre fidélité politique et lucidité morale. Or, dénoncer un raisonnement campiste sur le mode de la disqualification morale ou du jugement surplombant ne permet pas souvent – et même presque jamais – la discussion de fond. En miroir, l'excommunication politique des anticampistes n'est pas de nature à apaiser les choses. Cela nous entraîne plutôt sur le terrain des procès d'intention, de la mauvaise foi et des noms d'oiseaux (l'un est traité de « campiste », l'autre d'« atlantiste » ou de bourgeois). Et si ce conflit ne se jouait pas seulement entre adversaires politiques, mais souvent au sein même des consciences militantes ?

Une autre hypothèse pourrait être testée, qui consiste à considérer le campisme, non comme un réflexe idiot et honteux, mais comme une position de principe militante, un choix qui exigerait d'être fondé et argumenté, ensuite débattu voire combattu. Si le campisme était assumé, revendiqué, il pourrait être considéré pour ce qu'il est : une option stratégique, un choix politique structurant, qui mérite d'être discuté frontalement. C'est ce que nous voulons mettre à l'épreuve ici, en nous appuyant sur la violente querelle intellectuelle des années 1950 entre Jean-Paul Sartre et Albert Camus, qui nous semble être emblématique de ce

¹ Voir Guillaume Lohest, « "Un camp dans la tête", Qu'est-ce que le "campisme" ? », Équipes Populaires, www.equipespopulaires.be, décembre 2025.

conflit entre options politiques. Revenir sur cette controverse, ce n'est pas faire œuvre d'érudition, mais se donner des outils pour comprendre comment, aujourd'hui encore, certaines lignes de fracture se rejouent face aux guerres, aux révolutions et aux résistances contemporaines. Nos noms d'oiseaux seraient aussi moins injurieux, plus élégants si nous nous traitions mutuellement de « camusiens » et de « sartriens »... Mais cette hypothèse tient-elle la route ?

Trop bref résumé du clash Sartre-Camus

Essayons de résumer cette querelle – certains parlent du « plus grand clash intellectuel du 20^e siècle » – le plus clairement possible. Elle éclate avec la publication, en octobre 1951, de *L'Homme révolté*. Camus y entreprend une généalogie de la révolte, qu'il distingue soigneusement de la révolution : la révolte, selon lui, surgit d'un mouvement de conscience qui dit « non » à l'humiliation, qui refuse le mépris et l'injustice, mais qui, simultanément, affirme l'existence de limites. Camus insiste sur le fait qu'une révolte digne de ce nom ne peut pas abolir la valeur humaine de ceux-là mêmes contre qui elle se dresse. Sa formule est limpide : « Je me révolte, donc nous sommes. » La révolte fait partie de la condition humaine, elle demeure dans son périmètre, et ne peut donc conduire au meurtre. La révolution, en revanche, s'illusionne en voulant abolir toutes les limites, quitte à recourir au meurtre pour imposer une idée de justice qui, au fil des justifications, se détache progressivement des êtres vivants.

« La révolution sans honneur, la révolution du calcul qui, préférant un homme abstrait à l'homme de chair, nie l'être autant de fois qu'il est nécessaire, met justement le ressentiment à la place de l'amour. Aussitôt que la révolte, oublieuse de ses généreuses origines, se laisse contaminer par le ressentiment, elle nie la vie, court à la destruction et fait se lever la cohorte ricanante de ces petits rebelles, graines d'esclaves, qui finissent par s'offrir, aujourd'hui, sur tous les marchés d'Europe, à n'importe quelle servitude. Elle n'est plus révolte ni révolution, mais rancune et tyrannie. »

(Albert Camus, *L'Homme révolté*, p. 145)

Avec cette thèse, Camus touche à un point sensible : la question du meurtre révolutionnaire, qui hante encore les consciences après les révélations sur les crimes staliniens et les procès de Moscou. Camus ne se contente pas d'une condamnation morale abstraite ; il veut comprendre comment une idéologie née pour libérer peut devenir oppressive, comment une utopie peut produire des camps. Cette démarche lui vaut

des attaques immédiates, notamment de la part d'intellectuels pour qui toute critique du stalinisme risque d'être récupérée par la droite réactionnaire. Le climat de la guerre froide exacerbe encore la tension.

Sartre, quant à lui, n'a pas immédiatement réagi. Mais la revue qu'il dirige, *Les Temps modernes*, publie en mai 1952 une recension de *L'Homme révolté* signée Francis Jeanson. Le texte est ironique et violent, accusant Camus d'incohérence, d'hypocrisie, voire d'immatunité philosophique et politique. Jeanson reproche à Camus de manquer de scientificité, de se complaire dans un humanisme abstrait et de refuser l'analyse dialectique des rapports de classes. Camus se sent trahi. Il écrit une longue lettre de réponse à Jeanson — lettre qu'il adresse directement à Sartre. Ce dernier, plutôt que de répondre personnellement, décide de publier la lettre de Camus dans la revue, accompagnée d'une réponse cinglante. C'est là que la querelle éclate publiquement.

La lettre de Sartre est célèbre. Elle commence par ces mots qui claquent comme une gifle : « *Mon cher Camus, Notre amitié n'était pas facile, mais je la regretterai.* » Pour Sartre, Camus commet un péché cardinal : il refuse de **choisir un camp**. Dans le contexte de la guerre froide, Sartre est convaincu que le choix du camp soviétique — malgré ses fautes — reste la seule manière d'être du côté des opprimés, de la lutte contre l'impérialisme américain et le capitalisme occidental. La critique du stalinisme est permise, mais seulement en interne, depuis le camp des dominés. La dénonciation publique de ces crimes, pense Sartre, affaiblit le seul contre-pouvoir existant face à l'Occident². La formule souvent attribuée à Sartre, même si elle est un condensé de sa pensée plutôt qu'une citation exacte, résume cette posture : « Il ne faut pas désespérer Billancourt » (Billancourt, là où se situaient les principales usines Renault, autrement dit : il ne faut pas désespérer les ouvriers en détruisant en eux l'image du communisme).

Camus, dans sa réponse, dit exactement le contraire. Il refuse d'admettre que la lutte pour la justice doive nécessairement passer par l'allégeance à un camp politique global, que la solidarité avec les opprimés implique de pardonner des crimes commis en leur nom. Dans *L'Homme révolté*, il affirme : « *La fin justifie les moyens ? Cela est possible. Mais qui justifiera la fin ?* » Cette opposition de principe entre les deux hommes est la matrice profonde du duel de sensibilités qui va se rejouer jusque dans nos débats d'aujourd'hui. La querelle n'est pas un simple désaccord ; c'est

² Notons que le point de vue de Sartre évoluera et qu'à partir de 1956 et de l'écrasement de l'insurrection de Budapest, il se montrera lui aussi de plus en plus critique du stalinisme et des positions officielles du Parti communiste français.

l'expression d'un conflit intérieur à la gauche, mais aussi, plus profondément, d'un conflit dans la tête de chaque militant confronté à l'injustice du monde. Un conflit entre deux manières de faire advenir la justice : l'une fondée sur la victoire d'un camp sur un autre, l'autre fondée sur la défense des droits imprescriptibles des personnes, notamment celui de vivre.

Le camp des héritiers de Sartre

On affirme souvent que le sujet de ce désaccord entre Sartre et Camus porte sur la violence révolutionnaire, comme si l'un était pour et l'autre contre. Mais en réalité, on ne peut certainement pas dire que Sartre eût défendu la violence pour elle-même. Sa position plus précise était qu'il fallait accepter la violence révolutionnaire car il n'y avait pas d'autre moyen pour renverser la violence imposée par le système capitaliste. De façon dérivée, durant ces années, Sartre estimait donc qu'il ne fallait pas critiquer publiquement les crimes commis en URSS au nom de la nécessité de faire triompher le communisme face au capitalisme, là où Camus défendait l'impératif moral de critiquer tous les crimes, quels qu'ils soient.

Les temps ont changé. Aujourd'hui, le monde communiste s'est effondré et le campisme ne se joue plus sur cet affrontement idéologique entre deux blocs. Par contre, il semble très enraciné dans une vision du monde anti-impérialiste et anticolonialiste. Par analogie, on peut faire l'hypothèse (généreuse) que les héritiers de la vision sartrienne estiment aujourd'hui – par stratégie politique – que pour mettre fin à l'impérialisme occidental, il est nécessaire de prendre position uniquement contre celui-ci, même si cela signifie passer sous silence des atrocités commises par d'autres acteurs.

Si l'on reprend l'exemple de la Syrie entre 2011 et 2024, on a ainsi pu assister, dans de très larges pans de la gauche radicale occidentale, à un silence (au mieux), à une complicité ou à une proximité (au pire) avec le régime dictatorial et criminel de Bachar Al-Assad. Même si cela me coûte de l'écrire, peut-on tenter de comprendre cette attitude comme un héritage sartrien, comme un campisme stratégique ? Autrement dit : certains militants de gauche ont-ils refusé leur solidarité au peuple syrien pour ne pas affaiblir le camp « anti-impérialiste », représenté à leurs yeux par le régime Assad ? De la même façon que Sartre refusait de dénoncer publiquement les crimes de l'URSS en 1952 car le communisme représentait un espoir et le « sens de l'Histoire », ces militants de gauche

ont-ils sincèrement pensé que malgré ses horreurs, le régime syrien pouvait être, d'une quelconque manière, porteur d'un modèle de société alternatif à l'impérialisme ? La même honnêteté intellectuelle qui m'a fait me poser la question m'empêche d'y répondre par l'affirmative, car ce serait faire injure aux capacités d'analyse politique de ces militants.

Ce campisme – refus de solidarité avec des opprimés si l'opresseur n'est pas occidental – est donc bien fondé sur le motif de l'anti-impérialisme, mais (au minimum dans le cas de la Syrie), il s'agit d'un anti-impérialisme de papier, ne recouvrant aucune réalité d'émancipation pour le peuple syrien. C'est uniquement une étiquette accolée à un État sur base de quelques clichés historiques. Il constitue ce que Leila Al Shami a appelé un « anti-impérialisme des idiots ». Voici ce qu'elle écrivit lorsqu'au Royaume-Uni, un étrange mouvement « anti-guerre » s'insurgea contre des bombardements américains (ultra ciblés et sans lendemain) sur des infrastructures militaires syriennes en 2017 et 2018 :

« ces trois mobilisations de la gauche occidentale « anti-guerre » n'ont que très peu à voir avec une volonté d'en finir avec la guerre. Plus d'un demi-million de Syriens ont été tués depuis 2011. L'immense majorité des victimes civiles provient de l'usage d'armes conventionnelles. 94 % de ces victimes furent tuées par l'alliance Syrie-Iran-Russie. Il n'y a pas une once d'indignation ou d'inquiétude feinte à propos de cette guerre elle-même qui a éclaté après la répression par le régime de manifestants pacifiques et pro-démocratie. Aucune indignation lorsque des barils d'explosifs, des bombes chimiques ou du napalm sont envoyés sur des communautés auto-organisées démocratiquement, des hôpitaux et des secouristes. Les civils sont mortels, pas les infrastructures militaires d'un régime fasciste génocidaire³. »

Un peu plus loin dans le même article, elle met le doigt sur ce qui mobilise étrangement cette gauche : la solidarité avec des États considérés comme les acteurs de l'anti-impérialisme :

« Cette gauche affiche de profondes tendances autoritaires, notamment en plaçant les États eux-mêmes au centre de l'analyse politique. Peu importe qu'il s'agisse de dictatures, la solidarité s'exprime ainsi en faveur d'États (perçus alors comme les acteurs principaux des luttes de libération) plutôt qu'envers les groupes opprimés et dépourvus de privilèges d'une société donnée. Aveugle à la guerre sociale se jouant au sein de la Syrie elle-même, ce type de vision considère le peuple syrien, quand il est pris en compte, comme un pion négligeable dans

³ Leila Al Shami, « Syrie : l'anti-impérialisme des imbéciles », Cetri, 24 avril 2018, initialement publié en anglais sur <https://leilashami.wordpress.com>, 14 avril 2018.

une partie d'échec géopolitique. Cette gauche répète ainsi « Assad est le dirigeant légitime d'un pays souverain » comme un mantra⁴. »

De la même façon, on peut difficilement penser qu'une réelle volonté de diffuser le modèle de société du régime russe de Vladimir Poutine soit la motivation des complaisances, des attermoissements et des silences d'une partie de la gauche radicale européenne, la gauche dite « campiste » donc, face aux atrocités dont est responsable ce régime, notamment dans le cadre de l'invasion de l'Ukraine. Ces terribles attermoissements sont plus que probablement motivés par le seul fait que Poutine soit parvenu à toucher les instincts « sartriens » de cette frange de la gauche occidentale, à la convaincre qu'il n'était pas un fasciste comme les autres, mais bien le champion anti-occident dont elle allait devoir se contenter. Un brin de nostalgie soviétique, un passé d'agent du KGB, et l'illusion est parfaite : le vieux schéma campiste, pourtant périmé, a l'air de sortir du four.

Dans un magnifique ouvrage intitulé *Révolutions de notre temps – Manifeste internationaliste*, un collectif d'auteurs (« Les peuples veulent »), venu des cinq continents et ayant vécu des soulèvements populaires, dénonce le campisme aveugle d'une partie de la gauche occidentale, insistant une nouvelle fois sur la vision « étatique », déconnectée des peuples et des mouvements réels, de cette gauche campiste :

« Dans cette perspective, écrit ce collectif, le monde se résume à un affrontement de blocs où les États et leurs coalitions sont les seuls agents capables de faire bouger les lignes. [...] Ce type de logique binaire a amené une partie de la “gauche anti-impérialiste” à soutenir implicitement ou explicitement les régimes iranien, russe et syrien considérés comme des “remparts” contre l'impérialisme sioniste-colonialiste-occidental-capitaliste. [...] À leurs yeux, la résistance populaire en Ukraine tout comme les féministes en Iran ou les révolutionnaires en Syrie sont soit des “agents de l'impérialisme”, soit des personnes incapables de comprendre leur propre situation. [...] Considérer les pays occidentaux comme les seules puissances impérialistes, et les États-Unis comme LA source de tous les maux, biais caractéristique de ces positions “campistes”, les amène à relativiser les crimes des régimes syrien, russe, chinois ou iranien⁵. »

⁴ Leila Al Shami, *Idem*.

⁵ Collectif « Les Peuples Veulent », *Révolutions de notre temps - Manifeste internationaliste*, La Découverte, 2025.

Une version nouvelle et simplifiée

Le néocampisme contemporain n'est donc certainement pas une copie exacte de la position sartrienne ; il en est plutôt une dérivation appauvrie, décontextualisée, parfois caricaturale. Mais la racine commune saute aux yeux : la conviction-réflexe, partagée par une doxa de gauche, qu'il existe un « bon camp », constitué d'États qu'on doit défendre indépendamment de leurs fautes. La logique est simple : puisque les puissances occidentales sont dominantes, qu'elles ont une longue histoire coloniale et néocoloniale, leurs adversaires bénéficient d'une présomption d'innocence ou, à tout le moins, d'une légitimité supérieure. C'est une version adaptée, simplifiée, sans doute infra-consciente, du raisonnement sartrien.

L'obsession de l'étiquette

On peut ajouter un autre élément. Si l'on peut se permettre l'analogie entre la division actuelle des gauches et la querelle Sartre-Camus, et si l'on peut affirmer que la qualification de « campiste » n'est pas volée par ceux qui s'en voient affublés, c'est aussi en raison de la violence symbolique qu'ils exercent à l'encontre de celles et ceux qui, au sein même de la gauche, défendent des positions minoritaires ou dissonantes. Dans les débats sur l'Ukraine, la Syrie ou d'autres conflits, ces militants qui prennent des positions jugées trop « mainstream », sont rapidement sommés de se justifier, puis renvoyés hors du périmètre de la « vraie » gauche. Les accusations tombent alors comme des verdicts : « atlantistes », « pro-UE », « impérialistes », « sociaux-démocrates vendus à Maastricht », etc. La gauche devient un mot qu'on entoure de guillemets lorsqu'il s'agit de qualifier ces positions jugées déviantes, comme si elles n'étaient plus vraiment de gauche, ou seulement par erreur de casting idéologique. Ceux qui les portent se retrouvent ainsi assignés à l'« autre camp », essentialisés comme des alliés objectifs de l'ordre dominant, et disqualifiés non sur leurs arguments, mais sur leur appartenance supposée — une mécanique d'excommunication qui rappelle, toutes proportions gardées, la mise à l'index de Camus en 1952.

Ainsi, si quelqu'un de gauche défend aujourd'hui l'aide militaire à l'Ukraine (par internationalisme et parce qu'il entend les besoins exprimés sur le terrain, y compris par la gauche et les syndicats), il sera rapidement assimilé par la gauche campiste à un belliciste pro-OTAN, et considéré donc comme un impérialiste qui s'ignore. Aucune place n'est laissée à la possibilité d'un positionnement distinct de l'un des deux blocs fantasmés.

Si une opinion converge – ne fut-ce que sur un point – avec la position de l'Union européenne, ou avec celle d'un parti de droite, elle est immédiatement assimilée à celle-ci. C'est exactement ce que Francis Jeanson reprochait à Camus en 1952 à propos de *L'Homme révolté* : une « tornade d'enthousiasme » de la part de personnalités anticomunistes et des avis positifs dans les journaux de droite de l'époque. Or c'est bien connu, si des gens de droite se trouvent avoir la même opinion que vous (à propos de l'URSS, de la Syrie, de l'Ukraine, etc.), c'est que vous avez tort, pardi ! C'est que vous êtes un bourgeois, un impérialiste, un capitaliste, un oppresseur, que sais-je encore.

Ces anathèmes fonctionnent sans doute comme des mécanismes de défense, permettant d'éviter l'inconfort d'un doute ou d'une contradiction intérieure⁶. Il n'empêche que leur violence, ce renvoi à « l'autre camp », ce procès en trahison est symptomatique d'une vision binaire en « amis » et « ennemis » - et qu'est-ce donc que cela, sinon du campisme ?

Parler de campisme comme d'un positionnement idéologique serait donc réducteur. Il s'agit aussi, et peut-être surtout, de l'étouffement d'un conflit intérieur : un tiraillement entre plusieurs exigences incompatibles. L'exigence de loyauté envers une histoire politique, des luttes passées, des peuples humiliés ; l'exigence de lucidité face aux crimes, aux dominations et aux mensonges, quels qu'en soient les auteurs ; l'exigence enfin de cohérence morale, sans laquelle l'engagement se vide de son sens. Le campisme offre une solution apparente à ce conflit : il tranche, simplifie, hiérarchise. Mais ce faisant, il transforme le conflit vivifiant en affrontement mortifère. À l'inverse, refuser le campisme, c'est accepter de rester dans l'inconfort, dans la dissonance, dans un conflit non résolu — un conflit dans la tête, certes, mais qui est peut-être le prix à payer pour rester politiquement vivant.

⁶ Voir à ce sujet : « Le Moi campiste », Sortir des biais du campisme, Guillaume Lohest, Équipes Populaires, www.equipespopulaires.be, décembre 2025.

En guide conclusion : élever le débat

L'analogie entre 1952 et 2025 a ses limites. Inutile de chercher dans le moindre détail à établir des correspondances ou à se réclamer du patronage de Sartre ou de Camus. Néanmoins, il me semblait pertinent d'analyser le phénomène campiste sous l'angle de cette querelle emblématique, car cela permet de déplacer la focale sur des questions de stratégie plutôt que sur des intentions. C'est-à-dire qu'il faut maintenir ouverte l'hypothèse que les campistes peuvent être de bonne foi et être animés d'intentions louables. Pratiquer l'anathème en miroir du leur, en les excluant à notre tour de la vraie gauche (« fascistes », poutiniens, etc.) alimente la spirale du mépris. Ce qui serait un comble, Camus lui-même ayant écrit dans *L'Homme révolté* que « *le fascisme, c'est le mépris. Inversement, toute forme de mépris, si elle intervient en politique, prépare ou instaure le fascisme* ». L'anticampiste aurait bien tort de se croire exonéré de faire son auto-critique ; c'est qu'il serait bien vite avalé dans la spirale binaire de celui qu'il dénonce, et deviendrait lui-même caricatural, « campé » sur sa vertu.

Les deux exemples mentionnés ci-dessus (Ukraine et Syrie) ne permettent pas de montrer qu'une réelle stratégie politique, assumée, est à l'œuvre derrière les positionnements campistes évoqués. Ils tendent plutôt à montrer qu'on se trouve, non pas face à une réactualisation de la position sartrienne, mais face à des éléments résiduels, vagues, dont la structure demeure, sans les justifications d'origine.

Pour autant, la réflexion est très loin d'être épuisée. Le cadre de ces quelques pages a pour unique mérite d'esquisser une analogie entre les débats sur le campisme et la divergence Sartre-Camus (exploration inédite à ma connaissance), d'en faire sentir le motif sans rendre justice pour autant, reconnaissons-le, à toutes les variations possibles sur ce thème. Il n'y a aucune honte à affirmer que cette analyse n'est ni neutre ni exhaustive. D'autres exemples actuels, d'autres cadrages argumentatifs auraient sans doute donné lieu à des conclusions plus nuancées, distinctes voire opposées. Une forêt de campismes moins caricaturaux se cache peut-être sous l'arbre du campisme qu'on voit partout à l'œuvre. Qui sait ? Peu importe : l'objectif de ces pages est de mobiliser un cadre de réflexion historique à même d'élever le débat, non de le trancher.

Aussi, conclure en disant que Sartre incarne le campisme et Camus, l'anticampisme, est une manière simple de reconnaître ce qu'il y a d'expéditif et de caricatural dans le présent texte, une manière aussi de renvoyer la balle, d'inviter à poursuivre l'exploration du sujet à partir de

cette querelle historique – à distinguer, plutôt, ce qu'elle a de daté et ce qu'elle a d'intemporel. Que les campistes (ceux du moins qu'on désigne comme tels, ils se reconnaîtront) et les anticampistes se manifestent : s'ils s'estiment les dignes héritiers d'une position ou d'une autre, il y a matière à poursuivre la querelle. Et qui sait, peut-être parviendrions-nous, par ce détour, à hausser le débat, à cesser les excommunications et à mieux discerner à quels enjeux nous serions, les uns et les autres, aveugles ?

(Guillaume Lohest, décembre 2025)

~ Analyse publiée par *Les Équipes Populaires* – décembre 2025 ~

Sources

Albert Camus, *L'Homme révolté*, Gallimard, 1951.

Le Monde, *Une vie, une œuvre*, hors-série sur Camus, février 2025 : extraits des Temps modernes : article de Jeanson, réponse de Camus, réponse de Sartre.

Ronald Aronson, *Sartre contre Camus : le conflit jamais résolu*. Cités, 22(2), 2005, 53-65. <https://doi.org/10.3917/cite.022.0053>.

Joël Calmettes, *Sartre – Camus, Une amitié fracturée*, documentaire, France 5, 2014.

Juliette Simont, « La querelle qui n'en finit pas, I, Sartre et Camus pour le XXI^e siècle », *Les Temps qui restent*, Numéro 2, Été (juillet-septembre) 2024.